De la tribu au quartier, les solidarités dans la tourmente

L'exemple marocain

Robert Escallier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/9>

DOI : 10.4000/cdlm.9

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2001

Pagination : 13-40

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Robert Escallier, « De la tribu au quartier, les solidarités dans la tourmente », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 63 | 2001, mis en ligne le 15 octobre 2004, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/9> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.9>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Tous droits réservés

De la tribu au quartier, les solidarités dans la tourmente

L'exemple marocain

Robert Escallier

Introduction

- 1 La solidarité est définie comme la relation existante entre les personnes conscientes d'appartenir à la même communauté d'intérêts. Elle entraîne, pour les unes, l'obligation (morale) de ne pas desservir les autres et de leur porter aide et assistance.
- 2 Dans la société marocaine ancienne (pré-moderne), la solidarité est un devoir, une obligation (à référent religieux) et une pratique sociale inscrite dans la quotidienneté. La correspondance entre l'idéal et la pratique est relativement étroite. Ainsi, les élites traditionnelles exerçaient une action de protection et de soutien des autres membres de la communauté de référence (la tribu, le village ou la cité) d'où elles tiraient leur légitimité.
- 3 Cette action s'inscrivait dans un temps où la vie économique n'avait de sens qu'intégrée dans la vie sociale et religieuse, où le maintien de la cohésion sociale l'emportait sur l'accumulation des richesses matérielles, où l'économique était le vecteur d'un message et d'une symbolique sociale.
- 4 Dans l'imaginaire collectif marocain, la solidarité demeure une valeur-guide. Pourtant, aujourd'hui, tout paraît différent et brouillé. L'image de la ville décrit une réalité complexe et trouble, polysémique et marquée par les inégalités et l'effondrement des valeurs anciennes.
- 5 La société urbaine, hétérogène et segmentée, fonctionne à plusieurs vitesses. Le territoire de la ville a éclaté en morceaux inégalement aménagés. Les distances entre les citadins et les néo-citadins, entre les classes aisées et les classes populaires (et marginalisées), entre les gens des beaux quartiers et ceux des quartiers "sous-intégrés" ou des zones non-réglementaires ont grandi. Les frontières entre les groupes socio-économiques deviennent plus étanches, comme infranchissables. Le système urbain qui

produit inégalités et discriminations paraît totalement antinomique des valeurs fondatrices ou référentielles de la société traditionnelle.

- 6 Dans ce contexte, l'étude des solidarités a-t-elle encore un sens, est-elle un élément pertinent de l'analyse socio-spatiale ?
- 7 L'objet de l'étude s'inscrit dans un temps relativement long, celui de la transition urbaine¹. Cette dernière a été fécondée par un puissant courant migratoire ; l'exode rural fit s'installer aux marges de la cité tant de déracinés, campagnards expulsés de leur milieu d'origine, que la ville en fut profondément transformée, que le sens même de la cité, espace de socialisation et de territorialisation fut, pour un temps, posé.
- 8 L'évolution du modèle classique des solidarités est analysée au travers des principaux temps forts du cheminement complexe et divers, tant au plan géographique ou économique qu'au plan social ou culturel, qui conduit les hommes et les femmes de la tribu au quartier. La tribu est prise au sens classique de groupe social fondé sur une parenté (réelle ou supposée) : le patrilignage, et attaché à un territoire propre, et par extension prise au sens de communauté d'origine (rurale) productrice de solidarités mécaniques (selon A. Durkheim). Le quartier urbain désigne l'unité élémentaire de la vie urbaine avec ses activités et ses relations propres ; il est pris, ici, au sens de communauté d'appartenance susceptible de produire de nouveaux liens sociaux, de nouvelles formes de sociabilité.
- 9 L'étude des étapes successives du passage des solidarités héritées aux solidarités construites conduit à s'interroger sur la nature du nouveau modèle de solidarité urbaine, sa fonctionnalité et son efficience. On se demandera s'il concerne tous les habitants de la ville quelles que soient les appartenances : communautaire, professionnelle, sociale ou territoriale, ou bien si, dans la cité, comme il existe des groupes sociaux très éloignés les uns des autres, fonctionnent désormais différents systèmes de solidarités ?

I. Les solidarités tribales ou patrilignagères au contact de la ville¹. Les héritages transmis par la ruralité

- 10 Dans le cadre de vie traditionnel, l'individu n'était jamais isolé et abandonné à lui-même tant matériellement que moralement. Il faisait partie d'un tout, engagé dans un réseau serré de relations, de solidarités et de hiérarchies : un tel fils d'un tel, du douar ou de la fraction de... Chacun, parce qu'il s'enracinait dans une lignée, dans une communauté et dans un espace était pourvu (implicitement) d'un "capital social" qu'il lui était possible d'exploiter, notamment dans le cadre d'une éventuelle migration de travail.
- 11 L'appartenance au groupe (familial, patrilinéaire) imposait des devoirs et des contraintes. Afin de protéger son patrimoine (ses bases matérielles) la famille dont on connaît les variantes régionales dans la société rurale marocaine², avait imaginé différents mécanismes. Parmi ceux-ci citons : la pratique fréquente de l'indivision qui assurait le maintien d'une interdépendance entre les ayants-droit, le modèle du mariage fondé sur la pratique de l'endogamie du patrilignage, un sens de la parenté et une solidarité à l'intérieur de la parentèle qui s'exerçaient bien au-delà du cercle étroit de la famille conjugale.
- 12 Le coeur (foyer vivant) du système était le village (douar, ksar), groupement économique dont tous les membres exploitaient (collectivement) le même finage, et groupement à fortes liaisons familiales. *"Les familles qui le composent sont apparentées et*

alliées, même si elles ne descendent pas toutes d'un ancêtre commun." remarquait A. Adam. (1968).

- 13 Plus la sédentarisation des populations avançait, comme cela se produisit vers la fin du dix-neuvième siècle dans les plaines et bas-plateaux du Maroc Atlantique (D. Noin, 1970), plus les solidarités territoriales prenaient le pas sur les autres. La base spatiale (le cadre tribal) s'imposait alors que le lien du sang n'était plus qu'un mode de représentation du lien social (J. Berque, 1953).
- 14 Avec le temps et sous la pression conjuguée de la colonisation rurale, de l'économie de marché et des innovations techniques, le monde rural marocain s'est ouvert aux changements. Bien sûr de façon très sélective puisque le Maroc des plaines et des plateaux atlantiques, domaine de la grande culture mécanisée et des périmètres irrigués modernes, a été touché beaucoup plus tôt et plus intensément que le Maroc des périphéries de montagne ou des domaines arides, longtemps peu concerné par les modernisations déstabilisatrices : *"périphérie délaissée et oubliée"*.
- 15 Les bouleversements économiques et sociaux qui s'y sont manifestés n'ont pas laissé indemnes les usages et les mentalités ancestraux. Les formes nouvelles de production et de travail - l'appropriation privative du sol et la généralisation des terres melk - engendrèrent *"un nouveau type de famille dépossédée en partie des fonctions morales et matérielles qui organisaient, par le passé, la totalité de la vie personnelle et sociale"* (PG. Salinas, 1986).

2. Le départ vers la ville et l'utilisation des filières migratoires

- 16 Le voyage (première étape) qu'il fut programmé par le groupe familial ou villageois donnant mission à ceux qui portaient de trouver des revenus de complément, ou qu'il résulta d'une motivation plus individuelle (mais dans un contexte à forte imprégnation collective) était pour ceux qui l'entreprenaient une rupture, un traumatisme s'apparentant à un déracinement sociétal.
- 17 Aussi et afin de mettre les meilleures chances de son côté et de compenser les effets de cette déchirure, le migrant utilisait toutes les ressources communautaires d'aide et de soutien existantes. La première était le fonctionnement de filières migratoires favorables à l'optimisation de la mobilité. Les modalités sont connues ; les premiers émigrants laissèrent "la trace" qu'empruntèrent les frères et les cousins, les fils...
- 18 Les itinéraires étaient balisés, relativement précis. Les gens du Drâa négligeaient (la ville de) Marrakech pour emprunter la route, aujourd'hui encore, menant à la métropole économique. Ceux du Tafilelt, par tradition, s'installaient à Fès... Les populations originaires des zones situées dans l'espace de rayonnement des villes régionales par effet de proximité étaient contraintes à un déplacement unidirectionnel.
- 19 La migration, phénomène socio-spatial complexe, produit de l'ajustement des sociétés rurales aux changements, participe au transfert de traditions, d'usages et de pratiques du monde rural au monde urbain, autre univers économique, social, mental et symbolique. Au cours des années de transition et d'adaptation, la néo-citadinité s'accompagna de la survivance de comportements ancestraux au premier rang desquels se plaçait la pratique des solidarités familiales et tribales.
- 20 Dès le premier pas franchi, l'aide de parents, d'amis ou de connaissances était réclamée, les gestes de solidarités pour le meilleur pilotage vers un "étranger" proche, sollicités. Il s'agissait de rentabiliser au mieux "le capital social" de chacun dont on connaît les infinies variations et les cruelles disparités.

- 21 Ne sont pas rappelés, ici, les contrastes entre les filières migratoires performantes d'insertion dans l'économie moderne au travers d'activités très spécialisées - la réussite des "épiciers *chleuhs*" de l'Anti-Atlas, fondatrice du puissant groupe soussi, installé à Casablanca³ et dans les autres villes littorales - et les faibles attributs socialisateurs d'autres groupes de migrants - les gens originaires des plaines atlantiques depuis peu sédentarisés⁴.
- 22 Les uns enserrés dans des réseaux complexes de relations et de solidarités familiales, les autres plus démunis et solitaires, dépourvus de relais efficaces en ville, de points d'ancrage valorisateurs.
3. Accueil et entraide réservés aux nouveaux venus en ville par le jeu des solidarités de naissance
- 23 Les mécanismes de l'entraide et de la solidarité sont calqués sur le modèle tribal. Le nouvel arrivant est en droit de réclamer du réseau familial, réduit à une unité principale le plus fréquemment, l'accueil qui lui est naturellement dû (et qu'il sera plus tard, à son tour, capable de réserver aux membres de la famille ou à d'autres "frères" du bled). Pour l'essentiel, et pour un temps plus ou moins long, il bénéficie "du loger et du couvert". L'hébergement du migrant représente pour la famille d'accueil une lourde charge sachant les difficultés quotidiennes déjà supportées par la plupart des ménages.
- 24 Au fur et à mesure des années, la chaleur de l'accueil faiblit ou devient plus nuancée. Si les néo-citadins, depuis peu installés en ville, réservent aux nouveaux venus la même qualité d'accueil que par le passé et une solidarité intacte, les citadins de la deuxième ou troisième génération paraissent plus réticents dans l'expression d'une solidarité familiale sans faille. Outre de réelles difficultés financières et matérielles à assumer le coût de l'accueil, le défaut d'enthousiasme peut être interprété comme la volonté de se dégager d'un univers pesant dont la représentation négative, comme en d'autres aires culturelles⁵ est perçue, vécue comme la contre image du modèle citadin que chacun s'efforce d'atteindre et d'intérioriser. La recherche d'un travail est la première épreuve pour le nouveau venu, le premier souci (objectif) pour la famille d'accueil. A cette fin, le réseau familial et de connaissances est mobilisé.
- 25 Dans le cas casablancais, principal pôle industriel, A. Adam (1968) et R. Galissot (1960) ont bien montré le rôle du "frère" présentant le nouveau venu au "caporal" de l'entreprise où il travaille, ou le recommandant à tel autre "caporal" appartenant à son réseau de solidarité de naissance :
- "le caporal recrute d'abord, et par préférence, des membres de sa famille, de son ikhs⁶, de son village, de sa tribu" (A. Adam, 1968).
- 26 Longtemps cette pratique népotique fut un obstacle au développement de la corruption, mais il a suffi que les liens sociaux pré-établis se distendent au contact de l'urbain pour qu'elle puisse s'étendre au domaine des "*ressources humaines*".
- 27 Dans les autres centres, peu industriels, c'est dans l'artisanat de production, surtout dans les petits services (personnels) que les migrants trouvèrent du travail et leurs premiers revenus. Plus tard avec le gonflement des vagues d'immigrés et l'incapacité des secteurs d'activité structurés à offrir un emploi à la main d'œuvre disponible, l'économie informelle devint la principale structure d'accueil et d'emploi (pour Casablanca, se reporter au travail de M. Laoudi, 1998).
- 28 Ainsi, à partir d'une enquête réalisée auprès de 1.800 travailleurs occupés des deux sexes du quartier de Zouagha de Fès et sur la base d'une définition de l'emploi informel,

comme étant la fraction de l'emploi qui ne répond pas aux normes légales en matière de travail, A. Fejjal (1995) démontrait que sept actifs occupés sur dix relevaient de l'économie informelle. Diverses spécialisations professionnelles y ont été organisées par des groupes de migrants de même origine régionale. Plusieurs de ceux-ci ont créé leur propre filière de recrutement de main d'œuvre. Un risque, plus ou moins bien assumé, a été observé, celui d'un enfermement dans certaines activités et pratiques, responsable des retards dans le processus d'insertion citadine par excès de clanisme ou de localisme.

- 29 A la recherche d'un logement, le nouveau venu fait appel au même réseau de solidarité. Jusqu'à récemment il était fréquent que les propriétaires (ou locataires) d'une habitation, d'une cour (sous) louent une pièce, une portion de cour pour l'installation d'une baraque (de type bidonville), aux membres de la "famille-souche", aux gens originaires de leur *douar* ou *ksar*.
- 30 Ainsi fonctionnaient les mécanismes initialement généralisés, de regroupement familial et communautaire (parents directs, frères du douar ou de la même fraction...). Se retrouver entre soi, entre gens de même horizon (avec des racines géographiques et culturelles communes) et de même statut, partageant les mêmes valeurs et les mêmes coutumes, procurait un sentiment de sécurité et assurait la difficile transition, sans négliger l'entraide sous toutes ses formes.
- 31 Cependant, et au-delà de la phase d'adaptation, la dynamique urbaine, avec l'arrivée en masse de nouveaux citoyens, a modifié le modèle et contrarié bien des déterminismes supposés. Au cours des années d'accommodement à la vie urbaine et à ses pratiques, le nouveau citadin, en quête d'apprentissage et d'expériences, ballotté d'un travail à l'autre tout aussi temporaire, a connu l'instabilité de l'emploi. Celle-ci, malgré les inconvénients qu'elle nourrit, a favorisé, aux travers de rencontres, l'ouverture à de nouveaux échanges et horizons sociaux.
- 32 La multiplicité des sites de travail, la crise du logement et la difficulté d'accès à un logement⁷, ainsi que la diversité des trajectoires de vie (économique et sociale) font que, s'il y a toujours volonté de préserver les liens, les relations avec les gens du "pays" installés en ville, seuls y parviennent les groupes familiaux en partie reconstitués autour de quelques noyaux conjugaux étroitement apparentés.
- 33 Déjà, A. Adam (1968) faisait remarquer très justement que *"le maintien de la famille large devient une sorte de luxe"*. Le maintien de la fonctionnalité des solidarités patrilignagères est entravé par la vie urbaine ; aussi, peu à peu les regroupements familiaux et tribaux se défont. Ils paraissent exceptionnels, fragiles et temporaires.
- 34 La vie urbaine pour celui qui la découvre et s'y insère, est aussi prise de conscience de l'existence de violentes oppositions internes, de mondes qui se côtoient, mais qui ne partagent plus, des inégalités de richesse et de capital socio-culturel. Dans la plupart des cas, l'initiation à la vie urbaine s'est faite à partir de territoires d'accueil "sous-intégrés" de plusieurs types : quartier dégradé et surdensifié de la médina, bidonville et douar périurbain, espaces familiers du chômage et de la pauvreté, enfouis dans des situations de précarité et de vulnérabilité sociales.
- 35 Les paysages urbanistiques et sociaux décrivent les inégalités urbaines, le décalage entre les discours et l'idéologie - les principes du religieux prônant (louant) l'entraide, la solidarité, le partage, la charité - et les pratiques d'une société où la réussite, pour le plus grand nombre éloigné des cercles de pouvoir, dépend moins du groupe que des

actions individuelles. La ville au plus grand nombre paraît antinomique de la tribu et des solidarités ancestrales.

- 36 Chaque néo-citadin constate que les distances sociales qui séparent les groupes socio-économiques sont plus importantes que les distances géographiques qui éloignent les immigrés de leur milieu d'origine. La nécessité ressentie intensément de maintenir avec son territoire de naissance des relations étroites s'impose à chacun. Dans la phase d'installation, puis de digestion du mouvement de néo-citadinisation, le nouveau venu se (re)tourne vers son milieu d'origine comme si la pérennité des liens avec la terre ancestrale était l'assurance de la continuité du système de solidarités, sorte de protection contre la violence culturelle faite à ceux qui partent, mais aussi à terme le gage de réussite quant à la quête d'enracinement citoyen.
- 37 La préservation de la parentèle (le caractère sécurisant, les vertus et avantages qu'elle transmet), celle de son attachement au pays avec la soumission au contrôle social du groupe (dans un contexte idéologique égalitaire) demeurent essentielles tant que la cité n'est pas vécue comme territoire (au sens d'espace approprié) par le nouveau citadin.

II. Néo-citadinité et solidarité : les solidarités au feu des destructions citadines

- 38 En milieu urbain plus qu'ailleurs, l'État moderne, en assurant au moins théoriquement l'instruction des jeunes enfants, l'apprentissage du travail urbain et la transmission de la culture (ancienne) et des nouvelles valeurs, a confisqué l'autorité que détenaient les patrilignages et de fait, a créé les conditions de leur affaiblissement ainsi que celui des réseaux qu'ils contrôlaient.
- 39 Cependant, si les solidarités ne sont plus ce qu'elles étaient au village, dans la tribu ou dans le quartier de la ville ancienne - relations complexes et subtiles d'entraide dont la pratique respectait la position de chacun dans la hiérarchie sociale -, elles n'ont pas pour autant, du fait de l'échec économique et social des politiques de développement de l'Etat et du marché, perdu leur rôle ou changé radicalement de sens.
- 40 La société citadine a attendu que l'industrialisation, la transformation des structures administratives, l'élargissement du rôle de l'Etat, la diffusion de nouvelles techniques modifient les rapports sociaux, créent les conditions d'une plus grande mobilité sociale, que de nouvelles relations se nouent entre institutions et citoyens dans le sens d'une meilleure justice sociale. Elle a rapidement déchanté.
- 41 A l'exception des programmes réservés à quelques groupes sociaux privilégiés⁸, "*l'Etat-providence*" est demeuré muet ou impuissant. Le système économique libéral tel qu'il a fonctionné jusqu'ici, n'a profité qu'à une minorité. Les écarts entre la distribution des aides publiques et l'attente des populations sont si franches que l'espace d'exercice des solidarités est demeuré béant.
- 42 Parce qu'ils ressentaient plus que tous les difficultés du quotidien, les néo-citadins ont veillé à conserver des rapports étroits avec leur milieu d'origine.
1. Les manifestations de la pérennité des solidarités traditionnelles en réajustement : les stratégies matrimoniales
- 43 Les néo-citadins étaient pour la plupart célibataires lorsqu'ils "sautèrent le pas" pour venir s'établir en ville. L'Enquête Nationale Familiale (E.N.F) de 1995 a déterminé que 78 % des migrants masculins étaient célibataires lorsqu'ils quittèrent leur campagne (seulement 18 % étaient déjà mariés) ; par contre, près de la moitié des migrants-femmes (49 %) étaient mariées (CERED, 1996).

- 44 Après avoir trouvé un emploi et un logement, de tout temps, l'objectif du jeune migrant célibataire installé en ville, est de prendre femme et de fonder une famille. Même si, pour la majorité des néo-citadins, l'intégration dans l'ordre urbain signifie la précarité de l'emploi, les petits métiers de l'économie informelle, la modicité des gains ainsi que la crise du logement et le sous-habitat, les valeurs fondamentales du modèle matrimonial n'ont pas été pour autant contestées, ni même corrompues.
- 45 Le mariage avec une fille du "*bled*" est une façon de résister aux destructurations de la (grande) ville, de choisir une épouse qui a reçu la même éducation et adopte les mêmes usages, et de ne plus être seul. C'est s'intégrer aux stratégies du groupe familial et renforcer le potentiel de croissance de celui-ci⁹. Plus fondamentalement encore, le mariage au pays réitère la déclaration d'appartenance au groupe et démontre que l'éloignement physique n'entraîne pas l'affaiblissement des liens de parenté ; ainsi, lorsque le mariage est conclu en ville, l'épouse choisie est la fille d'un membre appartenant au même réseau d'alliance.
- 46 Aujourd'hui, pour de nombreuses familles, en particulier celles établies de fraîche date et encore infériorisées socialement et culturellement vis-à-vis du citadin, aux raisons précédemment évoquées on associe des motivations plus matérielles que souligne M. Nabili (1995) lorsqu'il écrit :
- "ce type de mariage... est économiquement avantageux, car les frais sont moins élevés qu'en ville. Les besoins monétaires sont moins grands dans le milieu rural et les manifestations ostentatoires moindres".
- 47 A l'exception de quelques cas, appartenant désormais au passé - le système migratoire des gens de l'Anti-Atlas et du Souss fonctionnant comme une noria entre lieu de naissance et lieu de travail ce qui maintenait les épouses et mères au "pays" - le mariage occasionne le départ des femmes vers la ville où elles accompagnent leurs époux. L'E.N.F de 1995 révèle que neuf femmes sur dix ont quitté leur village d'origine dans le cadre familial, principalement comme épouse et mère.

2. Des solidarités économiques limitées

- 48 L'image classique retenue est celle de la permanence des relations entre les campagnes et les villes, entretenue par des intérêts de nature économique, divers et complémentaires. L'attachement physique des néo-citadins à leur région d'origine n'est pas contestable. Nombre d'entre eux y retournent plus ou moins régulièrement. Durant la phase d'adaptation à la vie urbaine, le retour s'effectue lors des grands travaux agricoles : pour les moissons, les récoltes, le pressage de l'huile...
- 49 Plus tard, lors de la phase d'installation définitive et d'enracinement citadin, un nouveau calendrier des séjours est adopté correspondant aux congés scolaires des enfants et aux fêtes.
- 50 La pratique des vacances et des loisirs à laquelle se livre plus du tiers des citadins du Maroc conduit une partie d'entre eux à séjourner à la campagne "dans la famille" ; ce "*retour aux sources*" est très apprécié, car, au plaisir des rencontres familiales et amicales, s'ajoute le faible coût du séjour.
- 51 Arrivés au douar avec des cadeaux pour la famille, ils en repartent chargés de produits destinés à l'alimentation familiale (céréales, légumes secs, huile d'olive, produits frais) ; ceux-ci représentent un don des parents de la campagne dont le contre don sera l'accueil en ville d'un frère, neveu ou cousin... sorte d'investissement "relationnel", et/ou les bénéfices d'une terre héritée exploitée en association.¹⁰

- 52 Toutefois la description classique des liens économiques établis entre néo-citadins et ruraux de la même origine familiale ou clanique, brièvement rappelée, doit être nuancée ou même revisitée à la lumière des résultats récents d'enquêtes.
- 53 Tous les néo-citadins n'ont pas conservé "*au bled*" des biens même modestes, et les allées et venues entre la ville et la campagne de gens chargés "*en produits de la ferme*" relèvent aujourd'hui plus du mythe que de la réalité. Dans le Maroc des campagnes, soixante-dix foyers sur cent disposent d'à peine dix pour cent des terres cultivées. Le processus de prolétarianisation des populations n'a pas cessé de croître (30 % des foyers sont sans terre) et les écarts de richesse, de s'accroître.
- 54 Les résultats de l'E.N.F. de 1995 (CERED, 1996) montrent que 84,2 % des migrants ne possédaient aucun bien lorsqu'ils quittèrent leur lieu d'origine. Les régimes d'exploitation des terres, les modes d'appropriation fonciers de type traditionnel : terres collectives (*bled jema'a*), terres des *habous*, domaniales... ou modernes : terres *melk* ne permettent qu'à quelques uns de conserver quelques biens patrimoniaux. Ceux-ci se limitent à quelques arbres fruitiers ou à un lopin de terre, non exploité dans 44 % des cas, ou indirectement par un membre de la famille resté au pays (dans 43 % des cas).
- 55 L'existence de liens économiques pérennes et forts, nourriciers de solidarités entre citadins et ruraux, entre ville de résidence et campagne de provenance familiale, semble appartenir pour la plupart des familles au domaine du virtuel et de la représentation. Trop peu de citadins possèdent un patrimoine (même une simple parcelle) en milieu rural et trop peu, à l'exception de marchands, de fonctionnaires, de T.M.E. (Travailleurs Marocains à l'Etranger) sont parvenus à en constituer un par achat de terres agricoles, d'un verger ou d'une ferme.
- 56 La plupart des néo-citadins d'origine rurale appartiennent, aujourd'hui encore, aux classes démunies immergées dans l'économie informelle. Pour ces familles, la distanciation avec le monde rural est d'autant plus nette que l'échec (relatif) de l'histoire migratoire est avéré. Certes, les liens familiaux ne sont pas totalement rompus et les représentations du lieu origine, toujours vivaces, mais la permanence et l'entretien de liaisons économiques avec le monde rural supposent, comme le fait remarquer justement A. Fejjal (1995) : "*un minimum de sacrifices matériels que seules les catégories sociales aisées sont en mesure de consentir*".
- 57 Or la solidarité pour être vivante et dynamique doit prendre appui sur des bases économiques relativement solides. Ce sont les groupes les mieux intégrés à l'économie et à la vie urbaine qui conservent les liens les plus étroits et les plus réguliers avec le monde des campagnes. Le paradoxe, invariant de la migration humaine, n'est qu'apparent et fut (est) observé dans toutes les sociétés en transition urbaine¹¹.
- 58 Cependant, au-delà du seuil d'intériorisation de la modernité par les milieux sociaux aisés et les mieux intégrés, et des pratiques citadines : scolarisation des enfants et éducation des jeunes filles, travail des femmes, individualisation des noyaux familiaux..., les liens se distendent et les rapports de solidarité hérités de la tradition deviennent souvent obligation et obligation pesante, d'autant que la migration a pu, pour certains, représenter une opportunité de se soustraire au contrôle social strict familial.
- 59 La mesure des transferts émanant du milieu rural en faveur des néo-citadins, réalisée dans le cadre de l'ENF de 1995, est, à plus d'un titre, éclairante. Environ 80 % des chefs

de ménage d'origine rurale, établis en ville, déclarent ne recevoir aucun transfert provenant du lieu de leur naissance (ou de celle du père).

- 60 Pour ceux qui bénéficient de l'exploitation d'un bien possédé, en propre ou en indivision, les transferts se font presque exclusivement en nature, sous forme d'une partie des récoltes et très rarement en espèces.
- 61 Avec le temps, les manifestations de la solidarité familiale et tribale évoluent. La réussite économique et sociale que soulignent l'enrichissement des ménages, l'acquisition d'un logement, la promotion des enfants dans l'administration publique... favorise certes le maintien de relations multifaces avec la région d'origine, y compris d'éventuels investissements. Ceux-ci ne doivent pas être cependant surévalués.
- 62 Bien que la nostalgie du pays natal soit entretenue dans la plupart des familles, seuls 6,2 % des néo-citadins déclarent avoir un projet de retour dans leur région d'origine. Les femmes conscientes des difficultés de vie à la campagne, du fait du sous-équipement généralisé, sont rebelles à un tel projet. Le témoignage d'une néo-citadine recueilli par M. Nabili (1995) est à la fois évocateur et représentatif d'une réalité largement partagée dans le Maroc des villes (et des campagnes) :
- “Mon mari a trouvé du travail à El Jadida ; alors, j'ai laissé mes parents et je suis venue le rejoindre (...). Là-bas (à la campagne), c'est la misère, une véritable prison (...); il n'y a ni travail ni rien (...); même après notre mariage, les parents nous considéraient comme des enfants, c'est eux qui décidaient de tout (...); ici, nous sommes tranquilles, les enfants vont à l'école, leur père travaille, nous sommes chez nous et nous faisons ce que nous voulons (...)”.
- 63 La ville est synonyme de liberté, d'émancipation ; l'image d'une campagne sur laquelle pèsent misère, enfermement et strict contrôle social demeure .
- 64 Toutefois l'installation en ville n'est pas la panacée universelle. Nombre de migrants y enregistrent des échecs, y rencontrent des difficultés et des contraintes de voisinage, y subissent le mépris ou le dédain des citoyens, représentation familière de la migration.
- 65 De façon générale, plus la migration est ancienne, le lieu de naissance (d'origine familiale), éloigné¹², la ville d'établissement de grande taille, moins la pérennité des solidarités est assurée. Sans négliger la maintenance des liens des néo-citadins avec “le pays” entrevue à travers les stratégies matrimoniales, les rencontres familiales, les échanges et services, les représentations et leur symbolique, force est de constater que les solidarités anciennes s'étiolent au contact de l'urbanisation culturellement englobante.
- 66 L'adoption de nouvelles habitudes de vie et de consommation pour les plus avancés dans le procès d'insertion citadine, l'effondrement du projet d'intégration urbaine pour les plus démunis assurent l'affaiblissement des solidarités d'autant mieux que le contexte économique et social s'y prête, d'autant mieux que les campagnards en majorité appartiennent à un monde marqué par l'insécurité : incertitudes pluviométriques, dureté des rapports sociaux ou retards techniques, tandis que de nombreux foyers urbains sont menacés par le chômage, la faiblesse des revenus et les précarités de tous ordres.
- 67 La montée de l'individualisme et des intérêts personnels accompagne le passage du statut de néo-citadin qui restait d'abord “*le fils du pays*”, avec un référent social et spatial décalé, induisant une conception schizophrénique des choses, au statut de citoyen, d'habitant du quartier, dont la référence sociale se resserre sur le quotidien et dont la perception des choses est moins ambivalente.

- 68 L'espace de vie serait-il désormais le lieu d'émergence d'un réseau de relations de proximité (voisinage), structuré par le quartier ?
- III. Des solidarités de naissance aux solidarités de proximité (ou de voisinage)
- 69 Les structures politiques et sociales se révélèrent rapidement inaptes à affronter les effets de l'urbanisation de masse. Le vide organisationnel fortement ressenti par les populations, arrivées en ville sans bagage technique et sans expérience de la vie urbaine, les a conduit à se raccrocher à ce qui fut l'essentiel pour eux, à savoir leur réseau social d'appartenance. Mais soumis au pouvoir dissolvant de la vie urbaine, le lien social, fondé sur la filiation, s'effrite ou se délite au rythme d'acquisition de nouvelles pratiques, de nouvelles relations sociales inscrites dans une autre dimension géographique.
- 70 Après la période d'adaptation à la vie urbaine vient celle de l'acquisition des caractères de citadinité et de l'identification à la ville, encore que subsiste une fraction de la population, plus ou moins grande, selon la taille, les fonctions, le rôle dans l'organisation territoriale de la cité, enfermée dans la marginalité. C'est la rencontre avec de nouveaux champs producteurs de solidarités dont l'efficacité a été diversement appréciée et utilisée par les (néo-citadins). De nouveaux réseaux d'échanges, d'intérêts, de relations se constituent.
- 71 Il s'agit d'apprécier la diversité des lieux de nouvelle sociabilité et la place des principaux acteurs, tout en sachant que la complexité des situations et des évolutions rend toute systématisation aventureuse, qu'un type ne se substitue pas à un autre, qu'il n'y a que des formes composites (avec des dominantes).
1. Les (nouveaux) champs urbains, producteurs de solidarités
- 72 De nombreux éléments concourent au développement de nouvelles solidarités en ville. Certains intéressent les sexes - les solidarités féminines étroitement circonscrites à la famille et à l'espace de vie immédiat : le *derb* ou la rue -, d'autres se rapportent aux générations - les solidarités des jeunes citadins nourries par les conflits inter-générationnels. Dans le cadre de ce travail seront évoqués les champs de sociabilité relatifs au travail, à l'appartenance de classe et à la division sociale de l'espace.
- 73 L'urbanisation, le travail industriel, la constitution d'un appareil bureaucratique d'Etat puissant, l'étoffement et la modernisation des services ont représenté les éléments susceptibles de solliciter la formation de nouveaux réseaux relationnels puissants en rapport avec l'ouverture du champ politique, syndical et d'action des organisations professionnelles. Or, les politiques de développement et de modernisation de la vie économique, par manque de volonté politique, de sérieux, de continuité et en raison de choix contestables ont été durement sanctionnées.
- 74 Le programme d'ajustement structurel du début des années 80, appliqué dans l'urgence et avec brutalité - effets sociaux négatifs lourdement ressentis - a témoigné de l'échec des politiques économiques et sociales qui ont mis hors du jeu de l'économie structurée (ou formelle), près des deux-tiers des actifs, refoulés vers l'économie informelle.
- 75 La transition des solidarités verticales aux solidarités horizontales¹³ n'a pas été accomplie ou de façon très incomplète et temporaire, d'autant que le pouvoir makhzénien réussissait à limiter le rôle et le pouvoir des partis politiques et des syndicats¹⁴ tandis qu'il verrouillait le champ du religieux grâce à la réactivation sensible des sources de légitimité religieuse, au contrôle des prênes de vendredi et à la création d'un Conseil des *'ulamâ*.

- 76 Seule une minorité de travailleurs marocains relève de modes d'organisation favorables à l'ancrage de l'action syndicale et politique, et appartient à des espaces structurés, producteurs de nouvelles formes de solidarité de type syndical ou associatif, établies sur d'autres bases que celles de la parenté ou de la tribu.
- 77 Les exclus de la production moderne, les sous-employés, les sans-emploi, les ruraux installés de fraîche date en ville, les jeunes (fort taux de chômage dans les classes 15-29 ans) les femmes dont une fraction importante de divorcées et de veuves sans ressources et sans appui, tous ces groupes vulnérables ne survivent que grâce à l'économie informelle. Or, toutes les études démontrent que l'informel, en particulier les activités "résiduelles" et de faible qualification, est rebelle à toute organisation par manque de cohésion et de moyens (M. Laoudi, 1998).
- 78 La seule réalité tangible, productrice de solidarité organisée, se rencontre en milieu familial. La pratique de la pluriactivité familiale s'est banalisée. Il s'agit de maintenir, voire d'élargir la structure familiale, - les ménages nucléaires étant beaucoup plus fragiles face à la maladie, à la perte d'emploi que les polynucléaires -, et de mobiliser toutes les énergies du foyer, y compris le travail des femmes et des enfants, afin de diversifier et d'accroître les sources de revenus.
- 79 Cependant, la présence de plus en plus visible des femmes divorcées ou veuves sur les marchés de l'informalité - fréquence de la prostitution, travail temporaire ou précaire du *mokef*¹⁵ à la rue - est aussi révélatrice de l'aggravation des problèmes sociaux et du délitement des structures familiales dans de nombreux milieux urbains.
- 80 La société citadine est hétérogène, composite et fragmentée. A une minorité de familles riches ou simplement aisées, contrôlant la majeure partie des richesses fait face une masse de familles pauvres et/ou vulnérables, en quête de mobilité sociale et de reconnaissance. Lors d'une analyse systématique de géographie sociale, nous avons montré que la population citadine se distribuait entre cinq groupes sociaux, classés selon l'ordre hiérarchique suivant : le groupe social dominant formé de la classe "supérieure" des possédants, les classes moyennes plus hétérogènes qu'unies, les groupes transitionnels dynamiques, les classes populaires ou catégories vulnérables et précaires, enfin le groupe social formé des populations marginalisées (R. Escallier, 1984).
- 81 La part de chaque groupe social dont nous avons donné l'estimation, calculée sur la base du recensement et des enquêtes sur les niveaux de vie, sur l'emploi urbain, a sensiblement évolué¹⁶. Les classes moyennes se sont sensiblement étoffées en concomitance avec le développement des structures administratives étatiques et avec la modernisation et la tertiarisation des économies (R. Escallier, 1994). A l'opposé, la population marginalisée aurait sensiblement régressé comme semblent l'admettre les auteurs de différents travaux sur la pauvreté au Maroc (INSEA, 1999) et des études successives de la Banque Mondiale sur le développement économique et social¹⁷.
- 82 Chaque groupe social a été défini à partir de différents caractères tant économiques (travail, activité, niveau de revenu...) que sociaux (pratiques matrimoniales, statut social, mode d'habitat, conditions de vie...) ou culturels (niveau scolaire, héritages culturels, réseau relationnel...). Pour autant, ces groupes définis par rapport à des normes et à des seuils ne représentent pas des classes sociales au sens strict du terme avec une conscience de classe, des comportements socio-culturels propres, des pratiques et des modes de vie fortement personnalisés, capables d'exprimer des

revendications, de les porter sur le terrain des luttes salariales, sociales et du droit du travail, capables de les traduire par des propositions ; des classes au sein desquelles peuvent être fécondées des solidarités nouvelles.

- 83 A l'exception de quelques centres urbains : Casablanca, Mohammedia¹⁸, à un degré moindre degré Fès et Tanger, les villes marocaines, faiblement concernées par le fait industriel, ne possèdent pas de classe ouvrière porteuse de projet et riche d'une culture ouvrière : culture de revendication et de proposition propice à la mobilisation de la force de travail. Le "noyau dur" des classes moyennes comprenant essentiellement les salariés de l'Etat - fonctionnaires et assimilés, agents de sécurité - a bénéficié de nombreux avantages comme la sécurité de l'emploi, diverses dispositions sociales favorables, accès au logement et aux formes de consommation de masse... et a pris part au courant de mobilité sociale ascendant, au moins jusqu'au plan d'ajustement structurel.
- 84 Aussi se trouve-t-il en situation de clientèle de l'Etat-moderne et d'obligé vis-à-vis de l'autorité et sans pouvoir sérieux de contestation de l'ordre établi. Quant aux groupes populaires pris dans la nasse des difficultés quotidiennes : celles de l'accès aux services, aux soins de santé... en cours de marchandisation croissante, et en quête permanente de travail et de revenus, leur situation économique et sociale est telle qu'il leur est pratiquement impossible de se mobiliser à partir d'intérêts et d'objectifs communs.
- 85 Les formations politiques classiques (partis, syndicats) se sont montrées jusqu'ici impuissantes. Faut-il anticiper sur l'éventuel succès de mouvements politiques se référant à l'Islam ? Les O.N.G. islamiques dont on mesure mal les retombées de leur action à l'échelle macro-géographique et sociologique parviennent, au plan local (du quartier), à créer des mouvements d'émergence de nouvelles solidarités et pratiques d'entraide, au travers des aides multiformes accordées aux familles pauvres et vulnérables, d'une politique de soutien qui va bien au-delà du domaine strictement matériel.
- 86 Bien qu'une certaine correspondance se soit manifestée entre l'appartenance sociale des ménages et le quartier d'habitation, jusqu'à récemment les habitants des villes occupaient l'espace urbain de façon relativement "déhiérarchisée". Ainsi, les "quartiers sous-intégrés" (vieux centres historiques dégradés, bidonville, douar semi-urbain...) étaient le lieu de résidence principal des populations en situation de précarité et de pauvreté.
- 87 Pourtant, les études socio-géographiques réalisées dans les différents quartiers d'habitation de la ville marocaine relevaient des situations fréquentes de mixité sociale. Dans tel bidonville de la première couronne urbaine résidaient aussi des familles intégrées économiquement, mais en attente (stratégique) d'un lot de terrain à bâtir ou d'un logement ; dans tel quartier du cœur historique de la cité, de vieilles familles citadines conservaient pour des raisons culturelles ou affectives, ou même de proximité géographique et relationnelle, leur résidence. La pérennité des relations sociales marquées par le clientéliste classique et des réseaux de solidarité patrilignagère justifiaient la difficulté des inégalités sociales à s'inscrire nettement sur l'espace.
- 88 Les changements économiques et techniques, l'adoption de nouveaux modes de vie, ainsi que la transformation et le dynamisme du marché de la production foncière et immobilière (P.F.I.) favorisant une mobilité résidentielle accrue¹⁹, ont conduit à une

nouvelle division sociale de l'espace et à un nouvel ordre urbain. M. Ameur (1999) observe que :

“les couches populaires, autrefois éparpillées dans la ville, se regroupent désormais dans les quartiers de recasement et de restructuration. Les couches moyennes inférieures privilégient quant à elles le marché de l'habitat clandestin. Les couches moyennes supérieures se replient dans certains quartiers périphériques étroitement délimités ou dans certains quartiers du centre-ville ”.

- 89 Ainsi, la ville se parcellise, éclate en morceaux où chacun (re)trouve son “chez soi” grâce à la mise en activité des mécanismes d'affinage social. Chaque catégorie sociale produit son propre espace de vie. En résultent de nouveaux sentiments d'appartenance, une forte identification d'un nouveau type au quartier d'habitation. Sont-ils producteurs de nouvelles solidarités, pratiquées dans le cadre principal de l'espace de socialisation et territorialisation des familles ? La nouvelle citoyenneté féconde-t-elle de nouvelles solidarités ?

2. De nouveaux acteurs dans la vie des quartiers : les associations

- 90 Sous la pression du nombre, en raison de la transformation des modes d'habiter et du dynamisme du marché foncier, l'espace urbain a conquis de nouveaux territoires aux dépens du rural proche.
- 91 La maîtrise de la croissance urbaine a échappé aux pouvoirs publics dont les moyens d'intervention sont limités, sans rapport avec l'urgence et l'acuité des problèmes posés. Tandis que s'enracinent à la périphérie des villes, de nouveaux quartiers à forte cohérence sociale et culturelle, à l'exemple des unités d'habitation programmées par les amicales professionnelles, actives au sein des classes moyennes supérieures, les déficits dans les secteurs des services et des équipements s'accumulent, soulignant les défaillances de la gestion publique.
- 92 Les associations de quartier se sont multipliées dans les années 1990 avec pour objectif central la correction des effets des insuffisances de la gestion urbaine. Ceux-ci étaient d'autant plus ressentis qu'ils touchaient des ensembles d'habitation regroupant des populations, en majorité propriétaires de leur logement, instruites et attentives à la qualité ou au déficit des services administratifs et sociaux, ainsi qu'à ceux des équipements, des populations plus attachées à leur espace de vie auquel elles s'identifient de plus en plus.
- 93 Les associations, attachées à la régulation de la vie de quartier, tentent de résoudre quatre types de problèmes : la gestion des lieux de culte, l'amélioration de l'environnement urbain (par la collecte des ordures ménagères, l'entretien et l'aménagement d'espaces verts publics...), l'achèvement des équipements collectifs et l'amélioration de la sécurité dans les quartiers (M. Ameur et A. Filali Belhaj, 1997).
- 94 L'hypothèse retenue est que là où les associations ou les amicales sont actives et oeuvrent à l'amélioration du cadre urbain, naissent de nouvelles relations sociales et de nouvelles formes de solidarités. Le changement d'ambiance et d'atmosphère qui en résulte, favorise “un esprit de quartier”, un sentiment d'appartenance à une communauté, avec ses représentations propres, où chacun se sent bien dans son espace d'identification et d'appropriation.
- 95 Des associations dynamiques ont fonctionné principalement dans les zones d'habitat non-réglementaire, appelées au Maroc “les quartiers clandestins” et dans la ville de droit habitée par les classes moyennes. Dans les zones “huppées” et soignées de la “haute bourgeoisie”, la proximité du pouvoir supplée les défaillances éventuelles constatées

dans le traitement de l'environnement. L'absence (ou la faible part) du mouvement associatif dans les zones d'habitat sous-intégré de type bidonville, comme dans les trames anciennes du tissu urbain, pose problème.

- 96 Dans les bidonvilles, la pauvreté des ménages interdit souvent toute contribution financière à un projet associatif viable, d'autant que la précarité du statut foncier des installations crée un climat d'instabilité impropre à l'organisation des habitants autour de projets et d'intérêts communs durables. La cohésion sociale, née du regroupement de populations de même statut et en difficultés - proportion élevée de familles situées au-dessous du seuil de pauvreté ou en situation de vulnérabilité - n'implique pas, au contraire, des actions de mobilisation au service de la collectivité.
- 97 Dans les quartiers anciens, la faiblesse du mouvement associatif s'explique par la très grande mobilité des populations. La *médina* fait fonction de "sas" d'adaptation à la vie urbaine pour les immigrés, majoritairement d'origine rurale. Car, sitôt la transition accomplie, les néo-citadins cherchent à se loger dans un autre quartier - aujourd'hui les nouvelles couronnes urbaines non-réglementaires -, dans un espace résidentiel, moins dégradé matériellement et symboliquement. Le renouvellement permanent des populations limite :
 - les sentiments d'appartenance et d'identification des habitants aux espaces de référence traditionnels (quartier, houma, derb...) et crée une instabilité défavorable à l'émergence d'initiatives durables pour la défense des intérêts communs (M. Ameur, 1999)
- 98 A ces raisons, s'ajoute le désintérêt général des ménages, locataires pour la plupart, pour l'environnement urbain fortement dégradé et paupérisé, dont une partie de la responsabilité échoit au non-remplacement des systèmes de représentation et d'intermédiation sociale anciens.
- 99 A partir des exemples des bidonvilles et des médinas, on perçoit bien le cercle de précarité et de pauvreté qui enferme les populations démunies. Celles-ci, à l'écart du mouvement de conquête d'une citoyenneté nouvelle et exclues d'une société civile riche en valeurs participatives, ne bénéficient d'aucun des avantages que procurent les solidarités nouvelles dont le champ d'expérimentation est le quartier vécu comme territorialité locale. Il ne leur reste que les solidarités naturelles familiales dont leur position au plus bas de l'échelle sociale, souligne l'indigence.
- 100 Dans les autres espaces résidentiels de la ville, le paysage social est bien différent. Le mouvement associatif s'est développé dans les zones de la ville légale habitées par les classes moyennes ; l'œuvre de régulation de la vie de quartier est le produit de l'investissement personnel de divers acteurs qui trouvent là un domaine d'expérimentation sociale et politique à leur mesure.
- 101 Mais, c'est dans les quartiers d'habitat non-réglementaire (dont fut estimée la part prise dans la croissance des espaces urbains, au cours des vingt-cinq dernières années²⁰) que le mouvement associatif a donné sa pleine mesure. Nulle part les besoins d'auto-organisation, compte tenu du déficit d'intervention des autorités publiques, n'étaient aussi pressants.
- 102 Par définition, les quartiers clandestins, en raison du non-respect des règles et des normes établies en matière d'urbanisme souffrent de nombreux handicaps, de manques en services et en équipements... Parce qu'il s'agit d'un habitat en dur, évolutif, occupé par une majorité de propriétaires attentifs (tout comme les promoteurs du lotissement) à une organisation suffisamment rationnelle pour laisser libre le champ de la

viabilisation et de la régularisation - soit un aménagement tirant vers le “haut” le quartier, vers la reconnaissance - les espaces du non-réglementaire étaient destinés à s’ouvrir au mouvement associatif.

- 103 D’autant, faut-il le rappeler, qu’il ne s’agit pas d’une urbanisation de la misère, mais d’une urbanisation dynamique, portée par des catégories socio-économiques solvables, de plus en plus citadines (de naissance et d’enracinement), mais dont l’épargne est insuffisante pour accéder au logement (équipé et moderne) de la ville réglementaire.²¹
- 104 Classes moyennes inférieures, en panne d’ascenseur social, groupes transitionnels où les T.M.E. jouent un rôle très actif, catégories populaires solvables, les populations des quartiers clandestins revendiquent avec force “ *leur droit à la ville* ”. Les défaillances constatées dans le domaine des équipements collectifs - le branchement aux réseaux d’eau potable et d’électricité, l’assainissement - et de la sécurité ont suscité et suscitent une forte demande sociale. Elle s’exprime d’autant plus que les lotissements clandestins, socialement homogènes font se côtoyer, puis se rencontrer des résidents à la fois propriétaires et citadins, familiers, du fait de leur statut et de leur qualification, des pratiques et arcanes urbaines.
- 105 Le sentiment de faire partie d’une même communauté territoriale partageant les mêmes carences environnementales, le même déficit d’image... est propice au développement de nouvelles relations sociales dont l’accomplissement est la mise en route d’associations, devenues par nécessité et sans préméditation des lieux de production (temporaire) d’une citadinité et d’une citoyenneté nouvelles.
- 106 Les résultats de leur action se mesurent à la fois à l’amélioration de l’environnement urbain, à la création d’emplois (de gardiennage et de surveillance pour une meilleure sécurité publique) et surtout au développement d’une culture participative. Comme en d’autres lieux, la participation des familles à la gestion des affaires publiques, ici le quartier, est un gage de sécurité, de développement, de stabilité sociale, de responsabilisation des résidents et de respect de l’environnement ; elle concourt aussi à casser l’image négative du lieu et à modifier les représentations tant à l’intérieur qu’à l’extérieur du quartier.
- 107 La meilleure visibilité du quartier suscite la multiplication des interconnaissances ce qui favorise une vie de quartier plus saine, plus solidaire et moins sensible à la corruption ... au moins en théorie. Car la vie de quartier demeure bien souvent en pointillé, éphémère ou temporaire, le temps de régler un problème, ou caractéristique d’une période de la vie familiale : les enfants et l’école, le sport. Territoire social, le quartier parvient difficilement à être encore le lieu de pratiques et d’échanges liés à des proximités multiples, physiques ou sociales.
- 108 Bien sûr, le succès de l’entreprise dépend d’une multitude de facteurs ce qui le rend parfois laborieux ou hésitant. Parmi ces facteurs, soulignons le degré d’adhésion des populations au programme en cours, les disponibilités monétaires de chaque famille (régularité nécessaire des cotisations mensuelles), la personnalité des responsables d’association, les aides effectives accordées par les autorités municipales et aussi la valorisation progressive du quartier en termes de vécu, de satisfaction financière (bonification de l’investissement familial) et d’image.
- 109 La conjonction des conditions favorables rend difficile l’entreprise ; les expressions de nouvelles solidarités de quartier sont à ce prix et leur valorisation au travers de l’école,

des centres de rencontres, des lieux de culture et de culte implique la stabilisation sociale et un climat de confiance.

- 110 On conçoit que de telles expériences puissent difficilement être généralisées dans le contexte de crise économique et sociale qui caractérise le Maroc des villes, qu'elles puissent être menacées par tous les appétits et convoitises des politiques (M. Ameer et A. Filali Belhaj, 1997).
- 111 Ainsi, dans la ville marocaine, divers modes d'habiter, de vivre l'urbain, de se territorialiser²² s'expriment et se différencient plus nettement qu'auparavant. Dans les zones à forte cohésion sociale où résident des familles disposant de revenus réguliers et supérieurs à la moyenne, les signes d'une urbanité émergente s'enracinent. Les relations des habitants avec leur quartier témoignent de nouvelles formes de sociabilité, expression de la fonctionnalité active de nouveaux réseaux de proximité sociale.
- 112 Ainsi, en même temps que les réseaux familiaux se rétractent autour du premier cercle familial, d'autres réseaux de solidarité fondés sur la pratique du même espace de vie se mettent en place et enrichissent le capital social et culturel de chaque "résident-habitant".
- 113 Dans les quartiers où la stabilité sociale n'est pas effective, où la population ne dispose pas d'atouts économiques, sociaux et politiques à faire valoir, les solidarités créatrices de lien social ne fonctionnent pas, hors du cadre strictement familial et de la proximité immédiate, celle du derb ou de la portion de rue. Le voisinage n'est qu'un champ de solidarité secondaire (au plan fonctionnel) de modeste efficacité (F. Navez-Bouchanine, 1997). Au-delà du voisinage immédiat, l'espace social apparaît relativement indifférencié.
- 114 La seule structure sociale qui compte est la famille dont on attend entraide et solidarité, particulièrement dans les périodes de détresse économique (chômage) et sociale (décès, abandon...). Mais son implantation spatiale plus nettement éclatée (délocalisée) transmet à ce qui est encore l'institution centrale de la société, une certaine fragilité.

IV. Retour aux solidarités essentielles, plus « ramassées » et incomplètes

- 115 Lorsque l'économie est en difficulté, l'emploi en panne, l'Etat "regardant", l'école en crise, le temps paraît vaciller. L'adhésion au modèle de la société libérale devient plus hésitante et la modernité est mal vécue. La crise urbaine est-elle propice à la remontée des valeurs essentielles ? La famille, référent central, semble, écrit M. Bennani-Chraïbi (1994) "*réinvestie en tant qu'instance d'intégration*", alors même que l'individualisme ne cesse pas de progresser, que le couple s'affirme comme valeur et comme entité économiquement et socialement autonome.
- 116 La famille est-elle toujours (de plus en plus ?) l'ultime recours des hommes et des femmes, jeunes ou vieux, qui y puisent aides et solidarités actives, ou bien les avantages et les commodités qu'on lui prête ne relèvent-ils pas du domaine des représentations, au moins pour une partie des ménages et sans doute pas la plus aisée ?
1. De nombreux indices évoquent les changements du comportement des divers acteurs sociaux et les transformations des valeurs associées à ces conduites.
- 117 La cohabitation intergénérationnelle n'est plus la règle en ville. Les familles complexes - à plusieurs noyaux - deviennent l'exception. L'E.N.F. de 1995 a mesuré que les familles où cohabitaient trois générations et plus ne représentaient que 17,5 % du total (mais 0,6

% dans la société française). La formation d'une partie d'entre elles résulte de la cohabitation provisoire du jeune couple en attente de logement. La plupart des familles complexes se pérennisent pour des raisons économiques et matérielles et fonctionnent comme de simples unités de consommation.

- 118 Les conflits de génération et de culture ne sont pas absents dans la société citadine. L'augmentation du nombre des familles monoparentales (9,1 % du total) dont les femmes, divorcées et veuves, constituent l'écrasante majorité (plus de 88 %), indique que la prise en charge matérielle et effective par les membres de la parenté, des personnes seules, en difficulté n'est plus complètement garantie. Les solidarités familiales ne sont plus ce qu'elles étaient bien qu'elles demeurent sans commune mesure avec celles observées au cœur de la société européenne.
- 119 Le recul de la fécondité urbaine²³ stipule, en raison de son caractère spectaculaire, les difficultés économiques des ménages dont résulte l'investissement du marché du travail par les femmes à la recherche de revenus complémentaires. Il désigne aussi la moindre valorisation des échanges intergénérationnels dont étaient bénéficiaires les parents, annonciatrice de la fin de la fonction d'assurance retraite et d'assurance maladie de la famille ainsi que de sa fonction d'entreprise "employante".
- 120 D'autres observations mettent l'accent sur la volonté des familles nucléaires de mieux affirmer leur autonomie vis-à-vis de la parentèle. C'est ainsi que nombre d'entre elles déclarent subir plus les obligations de l'entraide et de la solidarité familiale qu'y adhérer pleinement²⁴. Il est fait souvent allusion aux "lourdeurs" (matérielles, temporelles) et à la pénibilité de l'hébergement de la famille proche ou lointaine dont on connaît la fréquence des déplacements au Maroc. Pourtant peu s'y soustraient pour des motifs coutumiers et afin de ne pas subir "les foudres" du contrôle social familial et du voisinage.²⁵
- 121 D'autres indicateurs pourraient témoigner de la nouvelle fragilité des solidarités familiales dont le champ d'intervention devient plus incertain et réduit.
2. Pourtant, la mobilisation de la solidarité familiale s'effectue toujours aussi naturellement quand nécessité fait loi.
- 122 La question serait celle désormais de sa qualité. On note en effet que la transgression des frontières économiques et sociales, inscrites au cœur de la société urbaine, s'accomplit plus difficilement ou paraît plus aléatoire qu'auparavant.
- 123 Selon la nature des services attendus, plusieurs domaines d'exercice de la solidarité familiale s'individualisent. Les solidarités économiques et sociales "appelées" lors des temps forts de la vie, ne sont appréciées pleinement qu'au sein de la "famille étroite", tandis que les solidarités de services (recommandations, règlement d'un conflit intra-familial...) s'exercent dans un espace familial plus large. Bien qu'elle soit encore active dans certaines communautés, riches d'une culture moins perméable aux facteurs de désagrégation urbaine, la solidarité partagée au sein de la famille large ne constitue plus le modèle de référence en milieu urbain.
- 124 On a souligné la variété et la diversité des services et des échanges intrafamiliaux dont l'hébergement est la forme la plus banale et la plus sollicitée. La solidarité familiale atteint son maximum d'efficacité en trois circonstances majeures : la création d'entreprise, les événements familiaux majeurs (de type mariage, naissance, circoncision) et l'accession à la propriété. On sait que la réussite ou l'échec des projets entrepreneuriaux et des stratégies résidentielles sont dus, en partie, à la capacité des

citadins de mobiliser les solidarités familiales, notamment du bénéfice de l'épargne familiale. Sans évoquer, ici, les formes et les modalités de leur fonctionnement, constatons que celles-ci définissent les limites des solidarités. Elles confirment la famille étroite comme le lieu privilégié d'échanges et de services, la famille étendue comme un lieu de solidarité de moindre compétence.

- 125 L'autre aspect fondamental est le différentiel des systèmes de solidarité effective, propres à chacune des catégories sociales. L'inégale répartition des richesses - en 1985, la part des dépenses annuelles de 10 % des ménages les plus favorisés était équivalente à celle de 60 % des ménages citadins²⁶ - signifie l'inégal accès aux biens de consommation, aux services et aux équipements. La situation des actifs dans le cycle de production détermine la distribution sociale et spatiale des familles. Les systèmes de solidarité tels qu'ils fonctionnent, ne permettent plus de s'affranchir de l'unidimensionnalité des rapports sociaux.
- 126 Tous les citadins baignent dans un contexte socio-culturel propice à l'expression des solidarités familiales et de proximité. Mais tous ne bénéficient pas de solidarités familiales et communautaires actives, encore moins des mécanismes d'entraide, présents dans certains milieux professionnels et associatifs, de la solidité des soutiens et de la générosité (relative) des aides que procure la proximité du pouvoir politique et économique. Il est inutile de rappeler le caractère sélectif, tant sur le plan social que sur celui de l'aménagement de l'espace, des interventions de l'Etat libéral.
- 127 Qu'observe-t-on dans la cité marocaine ? La mobilité sociale telle qu'elle a pu fonctionner est cassée, la société, de plus en plus fragmentée, le territoire urbain, en morceaux. L'enfermement dans des situations difficiles, inextricables guette de nombreuses familles appartenant aux catégories sociales les plus démunies et les plus vulnérables²⁷. Ces dernières ont pour la plupart une origine rurale récente et vivent dans les zones les plus précaires et les plus pauvres en équipements et services sociaux ; elles n'ont pas eu accès à l'école - proportion élevée de non-scolarisés - ainsi qu'aux activités et aux professions lucratives, la grande majorité travaillant plus ou moins régulièrement dans l'économie informelle²⁸.
- 128 En raison de la faiblesse et/ou de l'inefficacité de leur réseau de solidarité (familial, communautaire, de travail...) qui ne leur permet pas de franchir les limites socio-économiques et spatiales qui les enferment dans des situations de marginalité ou de fragilité, ces populations dominées subissent les conditions de la reproduction sociale comme le montre la pérennité ou le renforcement des inégalités.
- 129 Les solidarités familiales ("étroites") et de voisinage telles qu'elles se manifestent encore et dont la fonction économique et sociale, surtout de soutien au quotidien demeure essentielle dans la vie des familles - variété et diversité des services et des échanges de matériel au plan domestique où les femmes jouent un rôle majeur - ne sont qu'un maigre substitut aux carences des politiques sociales menées jusqu'à ce jour en faveur de ces catégories. Celles-ci n'ont pour la plupart ni la force, ni les moyens de corriger les plus cruelles inégalités sociales et de permettre, même à quelques uns, une émancipation de classe. A l'opposé des groupes dépourvus se situent les catégories sociales, bénéficiaires de solidarités plurielles, sorte de "*groupes cumulards en solidarités*". Car aux solidarités familiales et communautaires qui paraissent d'autant plus efficaces (dans la recherche d'un travail, d'une autorisation, d'une aide, d'un prêt...) que l'on s'élève dans l'échelle sociale s'ajoutent les solidarités et aides que procurent

l'appartenance professionnelle, le statut social, la résidence dans un quartier " intégré " et réglementaire, la familiarité ou la proximité de l'Etat...

- 130 Faut-il rappeler la communauté d'intérêts qui lie tous "les serviteurs de l'Etat" qui ont su, avec le consentement et l'appui financier des pouvoirs publics, organiser la solidarité en créant des mutuelles de prévoyance sociale²⁹, des caisses nationales, des services sociaux divers, des associations ... et dont bénéficient tous les membres de la famille conjugale. Récemment, il y a bien eu de la part des pouvoirs publics l'ébauche d'une politique sociale de correction des inégalités sociales et d'action en faveur des populations pauvres ; la Stratégie de Développement Social (S.D.S) fut initiée par la mise en oeuvre du Premier Programme des Priorités Sociales - la *Barnamaj Al Aoulaouiyat Al Ijtimaïya* - comprenant trois projets s'attachant à l'Education de Base et Alphabétisation, à la Santé de Base et à la Promotion Nationale. La société marocaine est en attente d'une concrétisation des engagements pris (CERED, 1997).
- 131 En définitive, avec l'application des mesures préconisées par le Programme d'Ajustement Structurel et avec la mise en oeuvre de nouvelles logiques économiques, de plus en plus marchandes, on a surtout assisté au retrait de l'Etat et à l'abandon de ses rôles. Si l'idée d'un Etat-Providence au Maroc appartient plus au domaine de la représentation qu'à celui du réel, on observe la mise en place d'une politique favorable à l'allégement de certaines tâches qui incombent traditionnellement à l'Etat. Il y a volonté de distraire l'Etat de l'exercice de la solidarité "nationale" (même très incomplète) pour la "refiler" aux familles. Bien sûr, seules les populations qui bénéficiaient de la solidarité publique - les classes moyennes et plus particulièrement son "noyau dur" - furent touchées. Les groupes marginalisés et "populaires" le furent beaucoup moins, en raison de leur situation aux confins du champ d'intervention publique. S'il y a eu réduction des inégalités entre classes moyennes inférieures et classes transitionnelles et populaires, celle-ci s'est faite par le bas ce qui n'a pas manqué d'approfondir la crise sociale.

BIBLIOGRAPHIE

ADAM. A (1968) : *Casablanca. Essai sur la transformation de la société marocaine au contact de l'Occident*. Editions du CNRS. Paris. 2 tomes (895p).

AMEUR. M (1999) : *Les associations de quartier, nouveaux acteurs en milieu urbain marocain.. dans L'urbain dans le monde arabe. Politiques, instruments et acteurs*. sous la direction de P. Signoles, G. El Kadi et R. Sidi Boumedine. Editions du CNRS. IREMAM. Paris (373p).

AMEUR. M et FILALI BELHAJ. A (1997) : *Développement urbain et dynamiques associatives. Rôle des amicales dans la gestion des quartiers urbains*. Collection ANHI. Rabat (112 p).

BERQUE. J (1953) : *Qu'est-ce qu'une tribu nord-africaine ? Hommage à L. Febvre*. Eventail de l'histoire vivante, Tome 1 (pp. 261.71).

BENNANI-CHRAIBI M. (1994) : *Soumis et rebelles, les jeunes au Maroc*. C.N.R.S. Editions Méditerranée, Paris (335 p)

- CERED (1996) : *Famille au Maroc. Les réseaux de solidarité familiale. Études démographiques*. Rabat (341 p.)
- CERED (1997) : *Populations vulnérables : profil socio-démographique et répartition spatiale. Etudes démographiques*. Rabat (315p.)
- CHAFKI M. (1997) : *La Souika à Casablanca, analyse socio-spatiale*. Thèse de Doctorat. Université Nice. CMMC (353 p.)
- ESCALLIER R. (1984) : *Citadins et espace urbain au Maroc*. Urbama. CNRS Tours, Fascicule de Recherches n° 8 et 9 (407p.)
- ESCALLIER R. (1994) : « Classes moyennes, villes et urbanisation dans le monde arabe ». *Cahiers de la Méditerranée* n° 48 (pp. 1.18)
- ESCALLIER R. (1999) : « Le système migratoire marocain », dans *Les nouvelles formes de mobilité spatiale dans le Monde arabe*, Sous la direction de R.Escalier et P. Signoles . Urbama. CNRS. Fascicule de Recherches n° 27.
- FEJJAL A. (1995) : « Migrations et changement social à Fès ». (pp. 199-220) dans *Les nouvelles formes de mobilité spatiale dans le Monde arabe* . R.Escalier et P. Signoles (dir) Urbama. CNRS. Fascicule de Recherches n° 28 (475 p) .
- GALISSOT R. (1964) : *Le patronat européen au Maroc 1931-42* . Edit. Techniques Nord Africaines. Rabat (283 p.) EDIF. Casablanca (Réédition 1990).
- INSEA (1999) : *Pauvreté, satisfaction des besoins. Essentiels et variables démographiques au Maroc*. Rabat. Série Etudes. Février (148 p.)
- LAOUDI M. (1998) : *Petits entrepreneurs de la pauvreté et activités marchandes de rue à Casablanca*. Thèse d'État. Université de Poitiers, 2 tomes (632 p.)
- NABILI M. (1995) : Migrations et stratégies d'intégration des migrants dans la ville d'El Jadida (Maroc) (pp. 281.302). dans " Les nouvelles formes de mobilité spatiale dans le Monde arabe " R.Escalier et P. Signoles (dir) Urbama. CNRS. Fascicule de Recherches n° 28 (475p).
- NAVEZ. BOUCHANINE F. (1997) : *Habiter la ville marocaine*. G. Morin Edit. Maghreb. Casablanca (315p.)
- NOIN D. (1970) : *La population rurale du Maroc*. P.U.F. 2 tomes.
- SALINAS P.G (1986) : *La famille*, dans "La Méditerranée, les hommes et l'héritage " sous la direction de F. Braudel et G. Duby. Champs Flammarion (217 p)

NOTES

1. - La transition urbaine décrit le passage d'une situation dominée par les mondes ruraux, à une autre où la ville est au cœur de tous les enjeux politiques, économiques et sociaux. En témoigne la progression constante et forte des effectifs citadins dont le poids dans le total est passé d'environ le quart en 1952 (contre 8 % en 1900) à près de 60 % un demi siècle plus tard.
2. - Il est fait référence aux travaux classiques de R. Montagne, de J. Berque, aux études plus récentes d'ethnologie et de sociologie marocaines (A. Hammoudi, A. Khatibi...).
3. - A. Kaïoua : "Les grosses fortunes économiques et industrielles à Casablanca". *Les Cahiers de la Méditerranée*. n° 46-47. 1993 (pp.321-341)

4. - Se reporter à notre étude sur les origines géographiques des chefs de ménage de divers quartiers de Casablanca (*Revue Méditerranée*, n° 1, 1980 . "Espace urbain et flux migratoires : le cas de la métropole économique marocaine : Casablanca". pp.3-14)
5. - Dans toutes les sociétés en transition urbaine, au monde rural sont associées les caractéristiques récurrentes de "conservation-arriération", d'ignorance, de pauvreté matérielle...
6. - Ce terme doit être pris au sens de groupe familial élargi, de lignage.
7. - Les nouvelles formes de la mobilité spatiale intra-urbaine, en particulier celle de la mobilité résidentielle ont pu, paradoxalement, au cours des deux dernières décennies, entraîner la reconstitution de groupements résidentiels à fondement familial et géographique.
8. - Les classes moyennes ont pu accéder à la propriété par l'intermédiaire de l'Etat, distributeur de parcelles de terrain viabilisées à très faible coût... ce qui a représenté dans le contexte de crise du logement et de hausse des loyers ou du foncier, un privilège.
9. - On peut souligner l'étroite correspondance existant entre la perduration du modèle du mariage arabo-musulman, la phase de néo-citadinisation ou d'adaptation des nouveaux venus à la vie urbaine et le maintien des hautes fécondités durant de longues années dans le Maroc des villes.
10. - Il existe en milieu rural diverses formes de contrats d'association, étudiées par différents auteurs dont Le Coz J : *Le Rharb, fellahs et colons, étude de géographie régionale* (Rabat; 2 vol. 1005 p. 1964)
11. - En France au dix-neuvième siècle, en Afrique occidentale à la fin du vingtième siècle...
12. - Les facilités de déplacement et de communication ont réduit les distances entre les membres d'une même famille éloignés les uns des autres, et certaines communautés demeurent plus attachées au pays que d'autres. Ce n'est donc pas une règle générale.
13. - L'opposition classique chez E. Durkheim entre les solidarités verticales qui relèvent des réseaux de parenté, de naissance... et les solidarités horizontales.
14. - Les principales centrales syndicales sont l'UGTM (Union Générale des Travailleurs Marocains), la C.D.T (Confédération Démocratique du Travail) et l'U.M.T (Union marocaine du travail) la plus ancienne ; il existe d'autres organisations sectorielles dont le SNES (Syndicat National de l'Enseignement Supérieur et l'Union Nationale du Travail Marocain(UNTM) liée au Parti de la justice et du développement(islamiste). cf. l'article de M. Catusse paru dans *Maghreb Machrek* (n° 162. 1998. pp 18,38) : "De la lutte des classes au dialogue social : la recomposition des relations professionnelles au Maroc".
15. - Le "mokef", tout en étant un lieu de convergence et de rencontre des demandeurs d'emploi, plus ou moins spécialisés, du quartier n'est pas un lieu producteur de solidarités. De même, au sein de la "souika" (de Casablanca), la solidarité des marchands ne s'exprime qu'au travers de revendications immédiates touchant l'amélioration des équipements du marché (M. Chafki, 1997).
16. - Une étude récente du CERED (1997) classe les citoyens marocains en quatre catégories ; au plus bas de l'échelle sociale, la population socialement marginalisée (estimée, en 1991, à 7,2 % du total), la population vulnérable à la pauvreté (36,5 % de la population), le groupe moyen (43,8 % de la population) et le groupe aisé (12,5 %) de la population.
17. - Evolution de la pauvreté au Maroc. En suivant les résultats des études de la Banque Mondiale réalisées en 1970, 1985 et 1991, on constate une régression nette et constante

de la pauvreté en milieu urbain. Le seuil de pauvreté relative donne 38,3 % en dessous en 1970, 17,3 % en 1985 et seulement 7,6 % en 1991. (Voir en particulier l'étude de M. Chater : "Approche statistico-économique de la pauvreté" (INSEA, 1999, pp. 41-58). Accepter l'idée d'une telle évolution nous paraît résolument optimiste ; l'artefact statistique ne peut se substituer à la réalité vécue.

18. - Le pôle métropolitain Casablanca-Mohammedia concentre près de la moitié des emplois industriels (46,7 %, en 1997). La part des industries de transformation dans le total des emplois est relativement élevée, supérieure à 20 % (22,3 % en 1997) ; nulle part ailleurs elle n'est dépassée ni même approchée : 13 % à Tanger placée à la deuxième place.

19. - R. Escallier et P. Signoles (dir) : *Les nouvelles formes de mobilité spatiale dans le monde arabe*. Fasc. de Recherches n° 28. URBAMA. CNRS. Tours 1995 (475p).

20. - Déjà en 1983, selon l'enquête du Ministère de l'Habitat et de la Banque mondiale, 13 % de la population urbaine du Maroc vivait dans les quartiers clandestins (mais 45 % des *slaouis*, 35 % des *oujdis*, 25 % des *fassis*...). Depuis, le mouvement s'est amplifié. En 1993, près de deux millions d'habitants avaient élu domicile dans les 620 quartiers non-réglementaires recensés par l'Agence nationale de lutte contre l'habitat insalubre. Voir M. Souafi : *L'habitat précaire au Maroc : état des lieux et stratégies de résorption*. Congrès Régional Arabe de Population T. I (pp.257-270) UIESP. Le Caire décembre 1996.

21. - Pour une analyse approfondie des " Acteurs publics et acteurs privés dans le développement des villes du monde arabe" se reporter à l'étude de P. Signoles dans *L'urbain dans le Monde arabe. Politiques, instruments et acteurs* (ss dir. P. Signoles, G. El Kadi et R. Sidi Boumedine) IREMAM. Col. Etudes de l'Annuaire de l'Afrique du Nord. CNRS Edit.1999 (373p).

22. - Le concept est pris au sens d'instauration de nouveaux rapports à l'espace considéré comme approprié et source d'identification de l'habitant.

23. - " En ville, en raison de l'organisation sociale où les solidarités économiques de la famille élargie n'opèrent plus beaucoup, la charge qui pèse directement sur les parents en terme de scolarisation, de soins des enfants...les conduit à maîtriser leur fécondité " ainsi écrivent les rédacteurs de l'ouvrage " *Le territoire marocain. Etat des lieux* " Royaume du Maroc. D.A.T. déc. 2000 (127 p).

24. - "Il semble que les liens de solidarité ne soient pas tellement considérés comme allant de soi, même lorsque les attaches rurales sont encore fortes " observe M. Bennabi-Chraïbi (1994) auprès de jeunes citadins marocains.

25. - Il faudrait souligner les différences de comportement des familles selon leur appartenance sociale et spatiale. Les classes aisées (des "beaux quartiers") entretiennent une relative indépendance vis-à-vis des obligations de proximité familiale et géographique. Tel n'est pas le cas des familles appartenant aux classes populaires.

26. - *Les indicateurs sociaux 1993*. Série Documentation statistique. Direction de la Statistique. Rabat. 1993 (357p)

27. - *Populations vulnérables : profil socio-économique et répartition spatiale*, CERED. Etudes démographiques. Rabat 1997 (317 p)

28. - Seules les micro-entreprises (de production, de services) dont les moyens financiers - épargne familiale- et les facteurs de production leur garantissent un niveau de production relativement élevé, offrent aux acteurs de l'économie informelle, un niveau de revenu satisfaisant.

29. - Celle des Forces Armées Royales (FAR), la Mutuelle Générale du Personnel des Administrations Publiques au Maroc (MGPAPM), la Mutuelle Générale de l'Education Nationale (MGEN), de la Police, PTT, Douanes...En 1995, les cotisations de l'Etat, des Administrations publiques et des Collectivités locales (la quote part patronale) représentaient environ les deux-tiers (65, 6%) du total.

AUTEUR

ROBERT ESCALLIER

Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine (UNSA)